

- que des programmes d'échanges étudiants soient conçus et financés par le gouvernement fédéral, en collaboration avec les provinces.

La sensibilisation à la citoyenneté et aux valeurs qui y sont reliées a un étroit rapport avec la dernière partie de l'étude du Comité, qui porte sur l'instruction civique.

## L'INSTRUCTION CIVIQUE

On nous a conseillé d'aborder la question de l'instruction civique sous l'angle de la formation de bons citoyens et citoyennes, car certaines connaissances sont essentielles à un civisme actif. D'après le professeur Sears, lorsqu'on parle de « civisme » dans les écoles, le terme a une connotation méliorative et signifie en fait « bonne citoyenneté ».

Le professeur Thériault a parlé de l'importance de l'éducation pour ce qui relève de la citoyenneté, se référant à des penseurs comme John Stuart Mill, pour qui la citoyenneté véritable est tributaire à tout le moins de l'accès à l'éducation. L'idée de l'éducation gratuite pour tous, a dit le professeur Thériault, « depuis la révolution française ... a été un élément central de la citoyenneté parce qu'on disait que si on veut qu'il y ait un minimum commun entre les citoyens, ils doivent partager un minimum de connaissances ... » (5:38)

L'instruction civique, autrement dit l'éducation des citoyens aux idéaux de leur pays, comme l'a expliqué le professeur Grant au cours de notre première audience, « représente un objectif des gouvernements nationaux depuis l'émergence de l'État-nation ... Épouser les objectifs des aspirations de la nation, renseigner les citoyens sur leurs droits et leurs privilèges et leur rappeler leurs obligations, voilà des éléments qui font partie de tout programme d'instruction civique. On pense que c'est uniquement grâce à ce processus, et particulièrement en identifiant les jeunes du pays à l'État, qu'une nation peut assurer sa survie. » (2:38)

Retraçant l'histoire des initiatives prises en matière d'instruction civique au Canada, le professeur Grant a indiqué que même si la croissance de l'État politique et l'impérialisme étaient allés de pair dans notre pays, de nombreux Canadiens avaient cherché à encourager la loyauté envers le Canada comme État-nation, même au début de son existence. Toutefois, des difficultés ont surgi lorsqu'on a essayé de forger une identité nationale alors que l'enseignement relevait des provinces, et que le gouvernement du Dominion a refusé d'intervenir.

« Comme le droit et la coutume ne lui [le gouvernement] permettaient pas de régir un système d'éducation nationale en vue d'inculquer le nationalisme aux jeunes du pays, a expliqué le professeur Grant, les partisans du nationalisme canadien ... qui ont voulu se servir des écoles pour favoriser le nationalisme ou la nationalisation ont été contraints d'agir à la manière des groupes de pression et de solliciter les ministères provinciaux de l'Éducation ».